

«Les entreprises vaudoises sont euroréalistes»

SONDAGE Pour affiner sa position face aux accords conclus avec l'UE, le Centre patronal vaudois a interrogé ses membres. En ressort un soutien à la voie bilatérale, malgré des réticences

PAULINE RUMPF

Des milliers de pages d'accords résumées en six pages: c'est la circulaire concise envoyée à l'ensemble des membres du Centre patronal vaudois (CP), «dont nous sommes assez fiers», s'est réjoui son directeur politique Olivier Rau. Elle était accompagnée d'un sondage détaillé sur les relations avec l'Europe. Après la conclusion du troisième paquet bilatéral avec l'UE, cet hiver, l'organisation souhaitait à la fois recueillir les avis des entreprises vaudoises et les informer dans le détail. «Il y a un enjeu de pédagogie important sur ce dossier, a rappelé Christophe Reymond, directeur du CP. Certaines considèrent leurs exportations, mais oublient leurs importations, notamment de main-d'œuvre, et leur présence sur le marché du travail.»

Au travers des 551 réponses obtenues, qu'il estime représentatives, le Centre patronal vaudois a donc présenté vendredi un condensé de la position de ce tissu économique

varié face à ses voisins européens. En ressort un sentiment généralisé de prise de conscience quant à l'importance d'avoir une relation privilégiée avec l'UE, et de garantir un accès stable à son marché. Et ce, bien que beaucoup ne s'estiment pas directement concernées. 75% des entreprises disent être attachées à la voie bilatérale, et acceptent en majorité les contraintes que cela implique, mais elles sont 86% à rejeter l'idée d'une adhésion à l'UE. «Les entreprises vaudoises sont eurocéptiques, mais aussi euroréalistes», résume Christophe Reymond.

Craintes face au «tourisme social»

Passé ces scores clairs, les positions sont plus nuancées sur des aspects précis du paquet d'accords. La reprise dynamique du droit européen, pourtant «un très bon travail de la part des négociateurs» aux yeux d'Olivier Rau, ne récolte

que 47% de soutien. Concernant la directive sur les droits des citoyens, qui affinent les règles de permis d'établissement en Suisse, 57% des sondés estiment qu'elle est insuffisante pour lutter contre le «tourisme social», là aussi en décalage avec la position du CP. Qui rappelle des études fédérales montrant un équilibre plutôt favorable à la Suisse au niveau des prestations sociales versées et perçues par les travailleurs européens.

Le mécanisme d'arbitrage en cas de conflit passe tout juste la barre des 50% de répondants favorables. Ce comité mixte ainsi que le tribunal arbitral associé est pourtant salué par le directeur politique du CP. «Il n'y aura enfin plus d'arbitraire dans la gestion des conflits, comme on avait pu le voir avec les restrictions dans les programmes d'échange Erasmus et Horizon», se réjouit-il. Son avis n'est visiblement pas partagé par la moitié des entreprises participantes.

Autre point d'achoppement pour de nombreux acteurs sur ce dossier, la protection des travailleurs est partiellement remise en cause par les membres du Centre patronal. Sur les 14 mesures de politique intérieure annoncées par le Conseil fédéral en mars

pour compléter les accords, les entreprises sondées en soutiennent 13, mais à 57% seulement. Et, suivant l'avis de la direction de l'organisation, elles sont 76% à refuser la quatorzième, une mesure qui crispe également Economiesuisse. Demandée de longue date par les syndicats et répondant à une critique de l'Organisation internationale des travailleurs (OIT), celle-ci renforce la protection des représentants du personnel dans les sociétés de plus de 50 employés.

«L'accord avec l'UE ne peut pas être changé, mais pour la mise en œuvre des mesures fédérales, le parlement a une marge de manœuvre, rappelle Christophe Reymond. Certaines préoccupations sont légitimes, et il est important de le dire, même si cela signifie de refuser certaines mesures, quitte à encourir des sanctions.»

A noter que le sondage, qui conclut que ce paquet global est soutenu par 61% des sondés, a été fait avant l'annonce des droits de douane américains de 39%. «Trump n'a pas fait changer les positions de fond, mais on constate que le partenaire européen, aussi désagréable qu'il a pu se montrer, reste moins versatile», réagit Olivier Rau. ■

Quelque 75% des entreprises disent être attachées à la voie bilatérale